



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 14 août 2012
Numéro 155

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Samaha avoue: je ne suis que le transporteur des engins explosifs

An Nahar (Proche du 14-Mars)

*Le Hezbollah confirme que Samaha a transporté des explosifs.
Le cabinet faillira jeudi à sa promesse aux syndicats*

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

*Samaha au TSL?
Si Israël le savait*

Ad Diyar (Quotidien proche du 8-Mars)

Le faux témoin de Wissam al-Hassan vole en éclats. Les SR des FSI se mettent dans le pétrin

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Offensive soutenue pour une rupture avec le régime syrien

Al Watan (Quotidien syrien non étatique)

L'armée n'a pas encore utilisé ses forces à Alep, et Salaheddine n'était qu'un simple round

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

L'opposition abat son premier avion militaire, le régime parle d'un problème technique

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

L'Iran opposé à la suspension de la Syrie de l'OCI

L'événement

Michel Samaha nie une partie des faits qui lui sont imputés

La comparution de Michel Sleiman devant le juge d'instruction militaire, Riad Abou Ghida, lundi, a permis de placer cette affaire dans un cadre judiciaire «normal», après les fuites orchestrées et l'exploitation politique qui ont accompagné et suivi son arrestation par la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), jeudi 9 août.

L'ancien ministre et député a été entendu pendant trois heures et demi par le juge Abou Ghida en présence de ses deux avocats Youssef Fenianos et Malek Sayyed, qui se sont relayés. Cette séance a montré que la teneur de l'interrogatoire devant le juge d'instruction était sensiblement différente des fuites concernant l'interrogatoire préliminaire.

Après la lecture de sa déposition recueillie par les FSI, M. Samaha a nié une grande partie des faits qui lui sont imputés, notamment son intention de faire exploser des engins piégés dans la région du Akkar, pour cibler des rassemblements populaires et des personnalités politiques et religieuses, dans le but de provoquer des dissensions interconfessionnelles. Il a affirmé avoir été victime d'une machination montée par la section des renseignements des FSI. Il a toutefois reconnu avoir transporté des explosifs de Syrie, les avoir remis à l'agent double Milad Kfoury, qui lui a tendu le piège pour le compte de ce service de sécurité, sans savoir à qui l'informateur les remettrait. Selon l'ancien ministre, ces bombes devaient servir à empêcher le trafic d'armes et de combattants entre le Liban et la Syrie.

Les avocats de M. Samaha ont réclamé la comparution du directeur des FSI, le général Achraf Rifi, et du chef de la section des renseignements, le général Wissam al-Hassan, pour les interroger sur les fuites orchestrées. Me Malek Sayyed a par ailleurs souligné que «l'enquête suit son cours normal sur le plan judiciaire», déclarant que «les informations qui ont filtré durant les premières quarante-huit heures de l'arrestation ont porté préjudice à l'affaire».

Parallèlement au début du processus judiciaire, des personnalités du 14-Mars ont saisi cette occasion pour demander une rupture totale des relations avec la Syrie. Le chef du parti Kataëb, Amine Gemayel, a réclamé la dénonciation du Traité de fraternité et de coordination, signé entre le Liban et la Syrie en 1991. Le député Antoine Zahra, membre du bloc parlementaire des Forces libanaises, a pour sa part réclamé l'abolition du Conseil supérieur libano-syrien «qui régit les relations entre deux pays amis et non pas les rapports avec un pays qui porte atteinte à la sécurité de l'autre».

Le député de la Jamaa islamiya Imad el-Hout s'est prononcé pour l'expulsion de l'ambassadeur de Syrie à Beyrouth, le rappel de l'ambassadeur du Liban à Damas et «le gel des relations diplomatiques avec le régime criminel». Il a en outre réclamé que le Liban présente une plainte au Conseil de sécurité contre la Syrie.

L'Orient Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche de la majorité

Indépendamment du contenu de l'interrogatoire et de l'évolution judiciaire de ce dossier, l'arrestation de Michel Samaha constitue un coup certain pour le 8 Mars, d'autant qu'elle s'est accompagnée de poursuites contre le numéro 3 du régime syrien, le général Ali Mamlouk. Ajoutée à la nouvelle position en flèche du leader druze Walid Joumblatt qui semble concrétiser le divorce avec le Hezbollah et Amal, cette arrestation pousse les milieux du 8 Mars à croire que le Liban officiel est en train de sortir de sa fameuse neutralité vis-à-vis du dossier syrien qui le rattrape chaque jour un peu plus et pèse sur la scène locale. En dépit des dénégations officielles, les milieux du 8 Mars craignent ainsi que ces deux développements soient le début d'un renversement du rapport de force interne. Le Premier ministre Najib Mikati continue certes de défendre la politique de dissociation, mais, pour les milieux du 8 Mars, à partir du moment où la justice libanaise accuse un général influent au sein du régime syrien de préparer des troubles et des attentats au Liban, celle-là devient difficile, voire impossible. De leur côté, les milieux proches du Sérail ne cachent pas leur inquiétude face à l'évolution de la situation au Liban et en Syrie. Pour eux, trois scénarios sont envisagés à l'heure actuelle : le premier qui leur semble assez improbable est que le régime syrien parvienne à mater la rébellion et sorte vainqueur de la confrontation actuelle. Ce scénario paraît assez hypothétique d'autant que la communauté internationale n'est pas près de lâcher l'opposition syrienne. Le deuxième scénario prévoit au contraire une intensification des combats qui pousserait le président syrien à se replier vers le pays alaouite, dans ce qui ressemble à un début de partition de la Syrie qui pourrait se répercuter au Liban. Mais ce mouvement risque de ne pas se faire dans le calme, puisque les contours des mini-États confessionnels qui devraient naître dans la foulée de la partition en Syrie ne sont pas encore bien définis. Le Liban entrera alors dans une période d'instabilité qui risque de mener à la division. Le troisième scénario consiste dans la victoire claire de l'opposition et l'arrivée au pouvoir en Syrie d'un régime où le poids fort reviendrait aux Frères musulmans et aux islamistes. D'abord, pour s'installer et prendre en main les rênes du pays, ce nouveau régime devra affronter une période d'instabilité, qui aura son pendant au Liban. Il est clair que le Hezbollah perdra avec le régime syrien actuel un solide allié et un élément important de l'axe dit de la résistance. D'autant que la campagne contre les armes du Hezbollah n'a jamais cessé et va même crescendo.

Dans ce contexte, le Hezbollah restera-t-il les bras croisés face à la possibilité de le prendre pour cible et de le pousser à déposer les armes? Les cadres du parti refusent de répondre à cette question.

Al Akhbar

Nicolas Nassif, journaliste libanais indépendant

Les forces du 8 Mars se trouvent dans une situation peu enviable après avoir encaissé le choc de l'arrestation de l'ancien ministre Michel Samaha: elles ne défendent pas ce dernier, et ne s'en prennent pas à ceux qui le maintiennent en détention. Elles n'ont d'autre choix que de se murer dans le silence, maintenant que les renseignements des FSI ont remporté un nouveau round de la bataille politique. Une crise est en train de s'installer entre le Liban et la Syrie, due à plusieurs raisons. Tout d'abord, la confrontation entre le régime syrien d'une part, ses opposants armés et ses adversaires libanais de l'autre, jusqu'alors confinée aux frontières au Liban-Nord et dans la Békaa-est, a gagné l'ensemble du territoire libanais. Ensuite, bien qu'il ne cesse de rappeler la politique de dissociation de son gouvernement dans le dossier syrien, le président Najib Mikati n'a pas hésité à critiquer la Syrie sans la nommer, tout en refusant qu'elle s'ingère dans les affaires libanaises ou que le Liban ne serve de théâtre à un éventuel règlement de comptes.

ILS ONT DIT...

Sleiman Frangié, chef du Courant des Maradas (Pro-syrien)

“ La Syrie ne connaît-elle pas des personnes autres que Michel Samaha afin de leur faire transporter les charges explosives vers le Liban? Il y a quelque chose qui cloche dans cette affaire. La période est extrêmement critique. Il y aura des problèmes si certains tentent de changer l'image du Liban en faisant chuter le gouvernement. Walid Joumblatt cherche des garanties externes avant de retourner sa veste. S'il les obtient, cinq minutes après il quitte le gouvernement.

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

“ Le Hezbollah a prouvé au monde entier le bien-fondé de sa stratégie dans la défense du Liban et l'interdiction à l'ennemi israélien d'imposer ses conditions sur le pays. Nous devons édifier dès maintenant un Etat qui défende seul le Liban, si vous désirez un tel Etat. L'adoption de la proportionnelle lors des prochaines législatives est un pas en avant, en dépit des discussions qui auront lieu sur le découpage des circonscriptions. Le dialogue, basé sur des fondements nationaux, est une nécessité.

Khaled Daher, député islamiste du Courant du futur

“ Le déni de vérité de la part de l'ancien ministre Michel Samaha est inutile car les preuves sont claires. M. Samaha est revenu sur ses aveux à la demande de ses avocats. Les attaques lancées par le 8-Mars contre les généraux Achraf Rifi et Wissam al-Hassan ne changeront rien, car M. Samaha est impliqué dans l'affaire du transport des explosifs au Liban.

Riyad Hijab, Premier ministre syrien dissident

“ Le régime syrien ne contrôle plus que 30% du territoire de la Syrie. Le régime s'est effondré militairement, économiquement et moralement.

Le Hezbollah dément la capture d'un de ses combattants par l'ASL

Le Hezbollah a catégoriquement démenti les informations rapportées lundi soir par la chaîne satellitaire al-Arabiya faisant état de la capture d'un de ses combattants par l'Armée syrienne libre à Damas. Dans un communiqué, le parti dément que le Libanais Hassan Mokdad, capturé par «la prétendue Armée syrienne libre» soit membre du Hezbollah.

Les amis de Georges Ibrahim Abdallah exhortent Raï à intervenir auprès de Paris

Les amis du militant Georges Ibrahim Abdallah, incarcéré depuis 28 ans en France, se sont manifestés pendant la visite du Patriarche Béchara Raï dans le Akkar. Ils ont déroulé des banderoles dans les rues et les localités de la région, appelant le prélat maronite à intervenir auprès des autorités françaises en vue de la libération du détenu.

Aoun rejette les offres alléchantes de Washington

Selon le quotidien As Safir, l'ambassadeur des Etats-Unis, Maura Connelly, aurait averti le général Michel Aoun que le Hezbollah planifiait son assassinat. Par ailleurs, un diplomate libanais rapporte que Washington, principal moteur de l'échéance présidentielle au Liban, ont proposé en 2007 à Michel Aoun de choisir un député de son bloc à la présidence de la République, sous condition qu'il renie son entente avec le Hezbollah. Le chef du CPL a rejeté la proposition, exprimant son attachement au document d'entente avec la Résistance.

As Safir

Nabil Haitham, journaliste libanais proche de la majorité

Au-delà de la stupeur et du choc provoqués par l'arrestation de Michel Samaha, les milieux syriens proches de l'ancien ministre ont fait état d'un projet de coup d'Etat politique qui se préparait au Liban. Ils sont convaincus que l'arrestation de Samaha visait en avant tout la Syrie et le président Bachar al-Assad en personne. Un responsable syrien affirme que l'opération menée par la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), dont la loyauté aux ennemis de la Syrie au Liban est connue de tous, se comprend. Toutefois, ajoute ce responsable, les positions du président de la République Michel Sleiman et du Premier ministre Najib Mikati suscitent l'étonnement. Les visiteurs de la capitale syrienne soulignent à cet égard, que le chef de l'Etat, qui est censé être le protecteur de la loi, a félicité les renseignements des FSI à la suite de l'arrestation de Michel Samaha.

La Syrie a de nombreux griefs contre le Liban et certains responsables libanais, ajoute la source syrienne. Mais, elle tenait toujours à ménager le principe de fraternité entre les deux pays. Le responsable syrien relève dans ce cadre la politique de distanciation adoptée par le gouvernement libanais vis-à-vis de la crise syrienne, se demandant si «les Libanais ont oublié le navire Lutfallah II chargé d'armes, intercepté à Tripoli? Les Libanais ont-ils oublié les journalistes étrangers qui s'infiltraient en Syrie depuis les frontières libanaises? Les Libanais ont-ils oublié que le Liban Nord, en particulier le Akkar, est le plus grand réservoir de combattants libanais, syriens, et étrangers qui traversent quotidiennement les frontières vers la Syrie. Le même responsable syrien affirme que la Syrie a traité dans le calme toutes ces questions durant ces derniers 18 mois, se contentant d'envoyer des mémorandums aux autorités libanaises.

Reuters (Agence de presse britannique)

D'anciens combattants de la guerre civile libyenne, à l'issue de laquelle l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi a été tué en octobre 2011, entraînent militairement les rebelles syriens et les aident à s'organiser, selon un combattant libyen. Houssam Najjar, né de père libyen et de mère irlandaise, a fait partie du bataillon qui a investi le quartier général de Mouammar Kadhafi lors de la prise de Tripoli en août 2011, sous les ordres du chef milicien Mahdi el-Harati. C'est Mahdi el-Harati, désormais à la tête d'une compagnie de rebelles syriens contre le président Bachar el-Assad, qui a demandé à Houssam Najjar de quitter Dublin pour le rejoindre.

«J'ai presque pleuré quand j'ai vu leurs armes», raconte le vétéran de la guerre civile libyenne. «Les armes à feu sont absolument inutiles. On nous vend des restes de la guerre d'Irak, des restes d'ici ou de là.»

L'arsenal rebelle est devenu «cinq fois plus puissant» depuis son arrivée, selon Houssam Najjar, qui cite l'arrivée d'armes anti-aériennes de gros calibre et de fusils à lunettes. Le Libyen regrette également le manque d'organisation des insurgés qui obéissent à des commandements locaux et peu coordonnés entre eux, même si beaucoup revendiquent leur appartenance à l'Armée syrienne libre (ASL). «L'un des facteurs les plus importants dans le ralentissement de la révolution, c'est le manque d'unité parmi les rebelles», déclare Houssam Najjar. «Malheureusement, ce n'est que lorsqu'ils ont le dos au mur qu'ils s'en rendent compte.»

Houssam Najjar juge la situation plus dure que lors de la guerre civile libyenne, en raison d'une répression, selon lui, plus sévère que celle exercée par Mouammar Kadhafi, et de l'absence d'une zone d'exclusion aérienne, comme celle que l'Otan avait imposée en mars 2011. «En Libye, avec la zone d'exclusion aérienne, nous étions capables de rassembler entre 1.400 et 1.500 hommes au même endroit, et d'avoir des brigades et des pelotons», souligne-t-il. «Ici, les hommes sont dispersés.»